

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205088]

30 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé en ce qui concerne les centres et fédérations de centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, les articles 188, alinéa 4, 190, alinéa 2, 191, alinéa 2, 197, alinéa 2, remplacés par le décret du 23 janvier 2014, l'article 197/2, inséré par le décret du 20 mars 2024, 208, alinéa 1^{er}, 211, alinéa 1^{er}, remplacés par le décret du 23 janvier 2014, l'article 212, § 1^{er}, alinéa 3, inséré par le décret du 20 mars 2024, l'article 214, alinéa 2, 216, 217, 218, alinéa 1, remplacés par le décret du 23 janvier 2014, les articles 218/1, alinéa 1, 218/2, alinéa 2, 218/5, 218/6, alinéa 2, 218/8, 218/9, alinéa 2, 218/10, insérés par le décret du 23 janvier 2014, l'article 218/12, alinéa 4, inséré par le décret du 20 mars 2024, les articles 218/13, 218/16, alinéa 1^{er}, insérés par le décret du 23 janvier 2014, l'article 218/19bis inséré par le décret du 20 mars 2024.

Vu le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2024;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 février 2024;

Vu le « test genre » établi en application du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la décision du 16 février 2024 du Comité ministériel et de l'Organe de concertation intra-francophone de ne pas donner un avis;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap n°00027, donné le 27 février 2024;

Vu l'avis du Comité de branche « Santé » de l'Agence n°0009, donné le 8 mars 2024;

Vu l'avis n° 76.211/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 8 juillet 2021 transposant la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution;

Considérant que l'examen de proportionnalité démontre que les mesures prises pour les qualifications permettant d'exercer certaines fonctions au sein des centres de planning familial en région de langue française sont justifiées par des objectifs d'intérêt général tel une bonne prise en charge des bénéficiaires des centres de planning familial et la protection des bénéficiaires de ces centres;

Considérant que les dispositions du projet ne sont pas directement ou indirectement discriminatoires en fonction de la nationalité ou du lieu de résidence car librement accessible aux porteurs de diplômes étrangers équivalents;

Considérant que pour assurer les missions des centres de planning familial telles qu'elles sont prévues à l'article 299 du code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, les professionnels des centres de planning familial doivent avoir des compétences spécifiques;

Considérant que la fonction médicale doit être exercée par un professionnel de la santé ayant acquis des compétences médicales afin que le bénéficiaire puisse recevoir les soins nécessaires en toute sécurité;

Considérant que la fonction psychologique doit être exercée par un professionnel de la santé ayant le titre requis afin de garantir la qualité des services fournis par les porteurs du titre de psychologue;

Considérant que ces deux activités professionnelles sont réservées aux détenteurs d'un titre professionnel particulier, l'exigence selon laquelle certaines activités professionnelles sont réservées au porteur d'un titre professionnel donné résulte de la réglementation de ce titre professionnel;

Considérant que la fonction de conseiller conjugal et familial doit être exercée par un professionnel de la relation d'aide, de la gestion de conflits et de la résolution de problèmes dans un contexte de relations humaines ayant les compétences requises afin qu'il puisse aider le couple et la famille dans sa globalité, dans son projet, son vécu, ses interrogations, ses crises, ses ruptures;

Considérant que la fonction juridique doit être exercée par un professionnel juridique qui puisse permettre de faire connaître l'étendue des droits et obligations des bénéficiaires en toutes matières juridiques notamment en matière de droit familial, droit des jeunes, droit civil;

Considérant que la fonction sociale doit être exercée par un professionnel ayant des compétences sociales afin de permettre un accompagnement social aux bénéficiaires, aux familles ou groupes en difficulté en permettant de préserver et stimuler leur autonomie, de veiller à leur qualité de vie et leur bien-être et de favoriser leur insertion sociale;

Considérant que la fonction de coordination générale doit être exercée par un professionnel ayant des compétences en matière de gestion des ressources humaines, gestion administrative et gestion budgétaire afin de pouvoir gérer les ressources matérielles et humaines du centre de planning familial. Cette fonction est accessible de manière large;

Considérant que la fonction de sexologue est exercée par un professionnel formé pour réaliser des thérapies sexuelles et ainsi aider les bénéficiaires à aborder les questions d'ordre sexuel avec aisance et en toute confiance;

Considérant que les missions des professionnels des centres de planning familial s'exercent en étroite collaboration avec les bénéficiaires, la famille, l'entourage et avec l'ensemble des intervenants professionnels de la santé et de l'aide et qu'ils doivent, pour se faire, être capable de dialoguer correctement avec ces personnes afin d'assurer au mieux l'accompagnement des bénéficiaires;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. Dans l'article 291 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, les mots « article 188 » sont remplacés par les mots « article 217 ».

Art. 3. Dans l'article 293 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le centre de planning familial élabore un projet de centre visé à l'article 188 du Code décretaal dont le contenu est déterminé par le Ministre. ».

Art. 4. Dans l'article 296, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Tous les trois mois » sont remplacés par les mots « Selon les besoins organisationnels du centre et au moins quatre fois par an ».

Art. 5. Dans l'article 297 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « cinq ans selon les modalités précisées dans le projet de centre de planning familial » sont remplacés par les mots « dix ans ».

Art. 6. L'article 299 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 299. Les qualifications visées à l'article 197/2 du Code décretaal sont les suivantes :

1^o fonction médicale : médecin avec master de spécialisation :

a) en médecine générale;

b) ou en gynécologie-obstétrique.

2^o fonction psychologique : master en sciences psychologiques. La fonction psychologique est accessible au seul porteur du titre de psychologue conformément à la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue;

3^o fonction juridique : bachelier de type court ou de type long ou master en droit;

4^o fonction sociale : bachelier assistant social ou bachelier assistant en psychologie ou bachelier de spécialisation en santé communautaire;

5^o fonction de coordination générale : peut être exercée par les personnes ayant les qualifications reprises dans les fonctions visées aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o et 7^o ou études supérieures de type court ou de type long dans les domaines suivants : sciences politiques et sociales, sciences juridiques, sciences économiques et de gestion, sciences psychologiques et de l'éducation, sciences de l'éducation et de l'enseignement, sciences de la santé publique;

6^o fonction de sexologue : master en sciences de la famille et de la sexualité finalité sexologie clinique ou certificat en sexologie clinique;

7^o fonction de conseiller conjugal et familial : bachelier conseiller conjugal et familial;

8^o fonction administrative : certificat d'enseignement secondaire supérieur ou inférieur;

9^o fonction de maintenance : aucune qualification requise.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la fonction médicale peut être assurée par une sage-femme disposant d'un bachelier sage-femme conformément à la législation relative aux prescriptions médicalementes pouvant être rédigées de manière autonome par les sage-femmes et à la législation belge réglementant la profession de sage-femme.

Le pôle accueil et gestion des demandes et le pôle information, sensibilisation et éducation peuvent être exercés par les personnes ayant les qualifications reprises dans les fonctions visées aux 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 6^o et 7^o ou études supérieures de type court ou de type long dans les domaines des sciences psychologiques et de l'éducation, des sciences de l'éducation et enseignement ou des sciences de la santé publique.

Les centres de planning familial peuvent introduire à l'Agence une demande de dérogation concernant la fonction de coordination générale pour accorder cette fonction à une personne ne disposant pas des qualifications visées au 5^o. A cet effet, le centre transmet à l'Agence une demande motivée. L'Agence statue sur la demande de dérogation dans les 15 jours ouvrables de la réception de la demande. ».

Art. 7. À l'article 300 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « l'harmonisation des » sont remplacés par les mots « l'échange de bonnes »;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La concertation entre centres d'une même zone de soins s'organise de manière obligatoire au minimum trois fois par an. »;

3^o l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La concertation entre centres de zones de soins limitrophes ou de toute autre zone de soins pour des projets ou des publics spécifiques s'organise de manière facultative selon les besoins des centres. »;

4^o dans l'alinéa 5, le mot « cinq » est remplacé par le mot « dix ».

Art. 8. À l'article 303 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Pour les prestations concernant plusieurs bénéficiaires à la fois, ce montant peut être multiplié au maximum par 1,5. »;

2^o l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit : « § 3. Les montants visés aux paragraphes un et deux sont liés à l'indice pivot visé à l'article 318 alinéa 3. ».

Art. 9. À l'article 304 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « du pôle d'accueil et gestion des demandes » sont insérés entre les mots « d'ouverture » et les mots « visées à l'article 211 »;

b) les mots « de permanence d'accueil sur place sans rendez-vous » sont insérés entre les mots « douze heures » et les mots « par semaine »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les centres qui justifient d'une difficulté d'atteindre les douze heures minimales de permanence d'accueil sur place sans rendez-vous visées à l'alinéa premier introduisent à l'Agence une demande de dérogation pour abaisser leur minimum d'accueil à huit heures par semaine. L'Agence statue sur la demande de dérogation dans les 15 jours ouvrables de la réception de la demande. La décision inclut la durée de la dérogation. »;

3° dans l'alinéa 3 devenu alinéa 4, les mots « affiche à l'extérieur une information à destination du public mentionnant » sont remplacés par les mots « communique vers le public au minimum ».

Art. 10. Dans la Deuxième Partie, Livre IV., Titre III., Chapitre II., Section 3., Sous-section 5., du même Code, il est inséré un article 304/1 rédigé comme suit :

« Art. 304/1. § 1^{er} La demande d'ouverture d'un siège secondaire est introduite par le centre de planning familial auprès de l'Agence.

La demande comprend :

1° l'identification du centre de planning familial et le plan des locaux accessibles et adaptés aux personnes à mobilité réduite selon les normes contenues dans le guide régional d'urbanisme;

2° un extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration durant laquelle la décision d'ouverture d'un siège secondaire a été adoptée;

3° la motivation de l'ouverture d'un siège secondaire;

4° le projet de centre du siège secondaire comprenant une analyse détaillée de l'environnement interne et externe du centre de planning familial et une planification des objectifs et des activités;

5° tout autre document que le centre de planning familial estime utile à l'appui de sa demande.

§ 2. L'Agence accuse réception de la demande d'ouverture du siège secondaire par voie électronique et statue sur la demande d'ouverture du siège secondaire dans les deux mois de la réception de la demande suivant la transmission du dossier complet par l'Agence en tenant compte des documents visés au paragraphe 1^{er}, de la pertinence de l'ouverture dans la zone concernée, des projets spécifiques développés dans la demande et éventuellement, de la localisation des autres centres de planning familial limitrophes. ».

Art. 11. Dans l'article 308, alinéa 1^{er}, 9°, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots « Momignies, Philippeville, Sivry-Rance » sont remplacés par les mots « Momignies, Sivry-Rance ».

Art. 12. À l'article 313 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 5°, est complété par les mots « ou quel que soit le moyen de transport utilisé pour autant qu'une obligation d'intervention dans ces frais de déplacement domicile-lieu de travail soit prévue dans le cadre de la commission paritaire à laquelle appartient l'employeur »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant de l'enveloppe visée aux articles 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 218/8 du Code décretaal, s'élève à 40.000 euros. Cette enveloppe est affectée aux dépenses salariales relatives à la fonction de coordination générale, à la prime valorisant la fonction de coordination générale et, éventuellement, aux frais de fonctionnement y afférents. Ce montant de 40.000 euros est rattaché à l'indice-pivot 128,11 en date du 1^{er} décembre 2023 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 14° est remplacé par ce qui suit : « 14° les frais de cafétéria ou de petite restauration ponctuelle; »;

b) l'alinéa est complété par les 16°, 17° et 18° rédigés comme suit : « 16° les défraiements éventuels des volontaires; 17° les frais bancaires;

18° la part du matériel médical, des consommables et de toutes autres dépenses qui n'est pas à charge de l'INAMI. »;

4° dans le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « , de traiteur » sont abrogés;

b) le 5° est complété par les mots « sauf si ce type de dépenses est en relation directe avec la subvention et a fait l'objet d'une autorisation préalable de l'Agence »;

c) le 6° est remplacé par ce qui suit : 6° le matériel médical, les consommables et toutes autres dépenses totalement à charge de l'INAMI »;

d) le 7° est abrogé;

e) le 8° est complété par les mots « et les placements en bourse »;

f) le paragraphe est complété par le 9° rédigé comme suit : « 9° les jetons de présence. »;

5° le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 13. L'article 314 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 14. À l'article 315 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « et le projet de centre » sont insérés entre les mots « le rapport d'activités » et les mots « par voie électronique »;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « L'article 12/3 est applicable aux centres de planning familial. »;

3° dans le paragraphe 2, les mots « 1^{er} mars » sont remplacés par les mots « 30 juin ».

Art. 15. Dans la Deuxième Partie, Livre IV., Titre III., Chapitre II., Section 7., du même Code, il est inséré les articles 316/1 à 316/2 rédigés comme suit :

« Art. 316/1. § 1^{er}. Le contrôle administratif consiste en la vérification du respect des conditions d'agrément du centre de planning familial.

Le contrôle financier consiste en la vérification de l'utilisation de toutes subventions liées au respect des conditions d'agréments du centre de planning familial.

§ 2. Les conclusions du contrôle administratif visé à l'article 218/12 du Code décretaal sont transmises contre accusé de réception dans les sept mois de la transmission du rapport annuel d'activités et dans les trois mois de la fin du contrôle au centre de planning familial.

Les conclusions du contrôle financier visé à l'article 218/12 du Code décretaal sont transmises contre accusé de réception dans les dix mois de la transmission du décompte récapitulatif des dépenses et dans les trois mois de la fin du contrôle au centre de planning familial.

Le centre de planning familial dispose d'un délai d'un mois pour faire réagir aux conclusions envoyées par l'Agence. Le centre de planning familial a la possibilité de faire des propositions pour pallier les problèmes éventuellement soulevés.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, lorsque les conclusions du contrôle sont susceptibles d'aboutir à un retrait de l'agrément, l'article 316/2 est d'application.

Art. 316/2. § 1^{er}. Lorsque l'Agence constate qu'un centre de planning familial cesse de remplir les conditions d'agrément, ou ne se soumet pas aux obligations qui lui incombent, elle notifie les manquements constatés à ce centre de planning familial ainsi que le délai de mise en conformité qui n'est pas inférieur à deux mois. L'Agence peut prolonger ce délai sur base de justifications apportées par le centre de planning familial.

§ 2. Au terme du délai de mise en conformité, l'Agence émet, en cas de persistance des manquements constatés, un projet de retrait de l'agrément qu'elle notifie au centre de planning familial concerné.

Dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours à dater de la notification visée à l'alinéa 1^{er}, le centre de planning familial concerné est convoqué à une audition afin de faire valoir ses arguments. Il peut se faire assister du conseil de son choix.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'audition, un procès-verbal d'audition, auquel est annexé tout élément nouveau, est rédigé et notifié au centre de planning familial auditionné, qui dispose de quinze jours pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, le dossier complet est transmis au Ministre pour décision. ».

Art. 16. À l'article 317 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, le mot « sélectionnées » est abrogé;

3° dans l'alinéa 3, le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° les missions poursuivies; »;

4° dans l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « de pilotage » sont remplacés par les mots « d'accompagnement »;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° s'assurer que les missions sont remplies; »;

c) au 2°, les mots « des conventions » sont remplacés par les mots « de la convention »;

d) au 3°, les mots « le rapport d'activités et l'utilisation de la subvention » sont insérés entre les mots « approuver » et les mots « en vue de la liquidation »;

5° dans l'alinéa 6, les mots « de pilotage » sont remplacés par les mots « d'accompagnement ».

Art. 17. A l'article 318 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, deux alinéas 5 et 6 sont ajoutés, rédigés comme suit :

« Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont augmentés d'un montant de 40.000 euros correspondant à l'enveloppe relative à la fonction de coordination générale visée aux articles 218/6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et 218/8 du Code décretaal. Cette enveloppe est affectée aux dépenses salariales relatives à la fonction de coordination générale, à la prime valorisant la fonction de coordination générale et, éventuellement, aux frais de fonctionnement y afférents.

Ce montant de 40.000 euros visés à l'alinéa précédent est rattaché à l'indice-pivot 128,11 en date du 1^{er} décembre 2023 dans la base 2013 = 100. Ce montant est adapté conformément à la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. ».

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 18. Par dérogation à l'article 299, les membres du personnel d'un centre de planning familial agréé en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui ne disposent pas d'une des qualifications mentionnées à l'article 299 du code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par le présent arrêté, sont autorisés à poursuivre l'exercice de leurs fonctions au sein d'un centre de planning.

Art. 19. Les articles 12, 2^o, 16 et 17 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 20. Le Ministre qui a la politique de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/205088]

30 MEI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de centra en federaties van centra voor levens- en gezinsvragen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de artikelen 188, vierde lid, 190, tweede lid, 191, tweede lid, 197, tweede lid, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, artikel 197/2, ingevoegd bij het decreet van 20 maart 2024, 208, eerste lid, 211, eerste lid, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, artikel 212, § 1, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 20 maart 2024, artikel 214, tweede lid, 216, 217, 218, eerste lid, vervangen bij het decreet van 23 januari 2014, de artikelen 218/1, eerste lid, 218/2, tweede lid, 218/5, 218/6, tweede lid, 218/8, 218/9, tweede lid, 218/10, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, artikel 218/12, vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 20 maart 2024, de artikelen 218/13, 218/16, eerste lid, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, artikel 218/19bis, ingevoegd bij het decreet van 20 maart 2024.

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 22 januari 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, uitgebracht op 8 februari 2024;

Gelet op de "gendertest" uitgevoerd overeenkomstig het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de beslissing van 16 februari 2024 van het Ministerieel comité en van het inter-Franstalig Overlegorgaan om geen advies uit te brengen;

Gelet op het advies van de Waalse Adviesraad voor gehandicapte personen nr. 00027, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op het advies van het Branchecomité "Gezondheid" van het Agentschap nr. 0009, gegeven op 8 maart 2024;

Gelet op advies nr. 76.211/4 van de Raad van State, gegeven op 15 mei, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 8 juli 2021 tot omzetting van Richtlijn (EU) 2018/958 van het Europees Parlement en de Raad van 28 juni 2018 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan een nieuwe reglementering van beroepen voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Overwegende dat uit het evenredigheidsonderzoek blijkt dat de maatregelen die zijn genomen met betrekking tot de kwalificaties die vereist zijn om bepaalde functies uit te oefenen binnen de centra voor gezinsplanning in de Franstalige gebieden, gerechtvaardigd zijn door doelstellingen van algemeen belang, zoals een goede zorg van de begunstigden van de centra voor gezinsplanning en de bescherming van de begunstigden van deze centra;

Overwegende dat de bepalingen van het ontwerp niet direct of indirect discriminerend zijn op grond van nationaliteit of verblijfplaats, aangezien zij vrij toegankelijk zijn voor houders van gelijkwaardige buitenlandse diploma's;

Overwegende dat, om de opdrachten van de centra voor gezinsplanning uit te voeren, zoals bedoeld in artikel 299 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, de beroepsbeoefenaars van de centra voor gezinsplanning over specifieke vaardigheden moeten beschikken;

Overwegende dat de medische functie moet worden uitgevoerd door een de beroepsbeoefenaar uit de gezondheidssector die medische vaardigheden heeft verworven, zodat de begunstigde de nodige zorg in alle veiligheid kan ontvangen;

Overwegende dat de psychologische functie moet worden uitgeoefend door een beroepsbeoefenaar in de gezondheidszorg met de vereiste titel om de kwaliteit van de door de houders van de titel van psycholoog verleende diensten te waarborgen;

Overwegende dat deze twee beroepsactiviteiten voorbehouden zijn aan houders van een specifieke beroepstitel, vloeit de eis dat bepaalde beroepsactiviteiten voorbehouden zijn aan houders van een specifieke beroepstitel voort uit de regelgeving die op die titel van toepassing is;

Overwegende dat de rol van huwelijks- en gezinsbegeleider moet worden uitgevoerd door een professional in de hulpverlening, conflictantering en probleemoplossing in een context van menselijke relaties, met de vaardigheden die vereist zijn om koppels en gezinnen als geheel te helpen met hun plannen, ervaringen, vragen, crisissen en breuken;

Overwegende dat de juridische functie moet worden uitgevoerd door een jurist die in staat is om de omvang van de rechten en plichten van begunstigden in alle juridische aangelegenheden uit te leggen, in het bijzonder familierecht, jeugdrecht en burgerlijk recht;

Overwegende dat de sociale functie moet worden uitgevoerd door een beroepsbeoefenaar met sociale vaardigheden om sociale ondersteuning te bieden aan begunstigden, gezinnen of groepen in moeilijkheden door hun autonomie te behouden en te stimuleren, hun levenskwaliteit en welzijn te waarborgen en hun sociale integratie te bevorderen;

Overwegende dat de algemene coördinatiefunctie moet worden uitgevoerd door een beroepsbeoefenaar met vaardigheden inzake personeelsbeheer, administratief beheer en begrotingsbeheer om de materiële en personele middelen van het centrum voor gezinsplanning te kunnen beheren. Deze functie is breed toegankelijk;

De rol van seksuoloog wordt vervuld door een beroepsbeoefenaar die is opgeleid om seksuele therapie te geven en zo begunstigden te helpen om met gemak en vertrouwen om te gaan met seksuele problemen;

Overwegende dat de opdrachten van de beroepsbeoefenaars van de centra voor gezinsplanning in nauwe samenwerking met de begunstigden, de familie, de omgeving en alle beroepsbeoefenaars in de gezondheidszorg uitgeoefend worden en dat zij daarvoor correct met deze personen moeten kunnen communiceren om zo goed mogelijk voor de begeleiding van de begunstigden te zorgen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. In artikel 291 van het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, worden de woorden "artikel 188" vervangen door de woorden "artikel 217".

Art. 3. In artikel 293 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt: "Het centrum voor gezinsplanning werkt een project van centrum uit zoals bedoeld in artikel 188 van het decreetgevend deel van het Wetboek, waarvan de inhoud door de Minister wordt bepaald. "

Art. 4. In artikel 296, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "Het multidisciplinair overleg heeft om de drie maanden betrekking op" vervangen door de woorden "Afhankelijk van de organisatorische behoeften van het centrum en ten minste vier keer per jaar, heeft het multidisciplinair overleg betrekking op".

Art. 5. In artikel 297 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij Besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "vijf jaar bewaard volgens de modaliteiten waarin

het project van centrum voor gezinsplanning voorziet" vervangen door de woorden "tien jaar bewaard".

Art. 6. Artikel 299 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 299. De kwalificaties bedoeld in artikel 197/2 van het decreetgevend deel van het Wetboek zijn de volgen:

1° medische functie: arts met gespecialiseerd masterdiploma:

a) algemene geneeskunde;

b) of in verloskunde en gynaecologie.

2° psychologische functie: master in psychologische wetenschappen. De psychologische functie is slechts toegankelijk voor de houder van de titel van psycholoog overeenkomstig de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog;

3° juridische functie: bachelor van het korte of lange type of master in de rechten;

4° sociale functie: bachelor-maatschappelijk assistent of bachelor - assistent in de psychologie of bachelor met een specialisatie in gemeenschapsgezondheid;

5° algemene coördinatiefunctie: kan worden uitgeoefend door personen met de kwalificaties opgenomen in de functies bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4°, 6° en 7° of met hoger onderwijs van korte of lange type in de volgende domeinen: politieke en sociale wetenschappen, rechtswetenschappen, economische en managementwetenschappen, psychologische en pedagogische wetenschappen, opvoedings- en onderwijswetenschappen, wetenschappen van de volksgezondheid;

6° functie van seksuoloog: masterdiploma in gezins- en seksuele wetenschappen met nadruk op klinische seksuologie of certificaat in klinische seksuologie;

7° functie van huwelijks- en gezinsadviseur: bachelor huwelijks- en gezinsadviseur;

8° administratieve functie: getuigschrift van hoger of lager secundair onderwijs;

9° onderhoudsfunctie: geen kwalificaties vereist.

In afwijking van het eerste lid, 1°, mag de medische functie worden uitgeoefend door een vroedvrouw met een bachelordiploma in de vroedkunde overeenkomstig de wetgeving betreffende de geneesmiddelenvoorschriften die zelfstandig mogen worden uitgeschreven door vroedvrouwen en de Belgische wetgeving tot regeling van het beroep van vroedvrouw.

De pool opvang en beheer van de aanvragen en de pool informatieverstrekking, bewustmaking en vorming kunnen worden uitgevoerd door personen met de kwalificaties vermeld in de functies bedoeld in 1°, 2°, 3°, 4°, 6° en 7° of met hoger onderwijs van korte of lange type in de domeinen psychologische en pedagogische wetenschappen, opvoedings- en onderwijswetenschappen of wetenschappen van volksgezondheid.

De centra voor gezinsplanning kunnen aan het Agentschap een verzoek tot afwijking indienen met betrekking tot de algemene coördinatiefunctie om deze functie toe te kennen aan een persoon die niet over de kwalificaties bedoeld in 5°, beschikt. Daartoe dient het centrum een met redenen omkleed verzoek in bij het Agentschap. Het Agentschap neemt binnen 15 werkdagen na ontvangst van de aanvraag een beslissing over het verzoek tot afwijking. "

Art. 7. In artikel 300 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2° worden de woorden "de harmonisatie van" vervangen door de woorden "de uitwisseling van goede";

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

"Er moet minstens drie keer per jaar overleg plaatsvinden tussen centra in eenzelfde zorggebied. "

3° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

“Overleg tussen centra in aangrenzende zorggebieden of in een ander zorggebied voor specifieke projecten of doelgroepen wordt facultatief georganiseerd, afhankelijk van de behoeften van de centra.”;

4° in het vijfde lid, wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “tien”.

Art. 8. In artikel 303 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende zin: “Voor uitkeringen die meerdere begunstigden tegelijk betreffen, mag dit bedrag met maximaal 1,5 worden vermenigvuldigd.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt: “§ 3. De bedragen bedoeld in de paragrafen een en twee worden gekoppeld aan het spilindexcijfer bedoeld in artikel 318, derde lid”.

Art. 9. In artikel 304 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “van de opvang- en beheerpool van de aanvragen” worden ingevoegd tussen het woord “openingsnormen” en de woorden “bedoeld in artikel 211”;

b) de woorden “permanente opvang ter plaatse zonder afspraak” worden ingevoegd tussen de woorden “twaalf uren” en de woorden “per week”;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Centra die moeite hebben om te voldoen aan het in het eerste lid bedoeld minimumaantal van twaalf uur permanente opvang ter plaatse zonder afspraak, dienen bij het Agentschap een verzoek tot afwijking in om hun minimale opvang te verlagen naar acht uur per week. Het Agentschap neemt binnen 15 werkdagen na ontvangst van de aanvraag een beslissing over het verzoek tot afwijking. De beslissing omvat de duur van de vrijstelling.”;

3° in het derde lid, dat het vierde lid is geworden, worden de woorden “plakt het centrum voor gezinsplanning buiten informatie aan voor het publiek, meer bepaald” vervangen door de woorden “brengt het centrum voor gezinsplanning ter kennis aan het publiek ten minste”.

Art. 10. In Deel II, Boek IV, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 3, Onderafdeling 5, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 304/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 304/1. § 1. De aanvraag om een secundaire zetel te openen wordt door het centrum voor gezinsplanning ingediend bij het Agentschap.

De aanvraag omvat:

1° de identificatie van het centrum voor gezinsplanning en een plan van de lokalen die toegankelijk en geschikt zijn voor personen met beperkte mobiliteit, overeenkomstig de normen van de gewestelijke stedenbouwkundige handleiding;

2° een uittreksel uit de notulen van de vergadering van de Raad van bestuur waarop de beslissing om een secundaire zetel te openen, is aangenomen;

3° de motivering om een secundaire zetel te openen;

4° het project voor het centrum van de secundaire zetel, met een gedetailleerde analyse van de interne en externe omgeving van het centrum voor gezinsplanning en een planning van doelstellingen en activiteiten;

5° elk ander document dat het centrum voor gezinsplanning relevant acht om zijn aanvraag te ondersteunen.

§ 2. Het Agentschap bevestigt de ontvangst van het verzoek tot opening van de secundaire zetel langs elektronische weg en beslist erover binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek na toezending van het volledige dossier door het Agentschap, rekening houdend met de documenten bedoeld in paragraaf 1, de relevantie van de opening in het betrokken gebied, de specifieke projecten die in het verzoek zijn ontwikkeld en eventueel, de locatie van de andere aangrenzende centra voor gezinsplanning.”.

Art. 11. In artikel 308, eerste lid, 9°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden “Momignies, Philippeville, Sivry-Rance” vervangen door de woorden “Momignies, Sivry-Rance”.

Art. 12. In artikel 313 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, derde lid, 5°, wordt aangevuld met de woorden “of ongeacht het gebruikte vervoermiddel, op voorwaarde dat in het kader van het paritair comité waarvan de werkgever deel uitmaakt, een verplichting is vastgelegd om bij te dragen in deze reiskosten tussen woon- en werkplaats”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 2. De enveloppe bedoeld in de artikelen 218/6, § 1, eerste lid, 2°, en 218/8 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedraagt 40.000 euro. Deze enveloppe is bestemd voor salariskosten met betrekking tot de algemene coördinatiefunctie, de bonus ter bevordering van de algemene coördinatiefunctie en eventueel aan de daarmee samenhangende werkingskosten. Dit bedrag van 40.000 euro is gekoppeld aan de spilindex 128,11 van 1 december 2023, op basis van 2013 = 100. Dat bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het punt 14° wordt vervangen door wat volgt: “14° cafetaria- of kleine cateringkosten”;

b) het lid wordt aangevuld met de punten 16°, 17° en 18°, luidend als volgt: 16° de eventuele terugbetaling van vrijwilligers;

17° bankkosten;

18° het aandeel van medisch materiaal, verbruiksgoederen en alle andere kosten die niet door het RIZIV worden gedekt.”;

4° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in 2° wordt het woord „, traiteur-“ opgeheven;
 - b) 5° wordt aangevuld met de woorden „tenzij dit soort uitgaven rechtstreeks verband houdt met de subsidie en vooraf door het Agentschap is goedgekeurd“;
 - c) 6° wordt vervangen als volgt: 6° het medische materiaal, verbruiksgoederen en alle andere kosten die geheel door het RIZIV worden gedekt;
 - d) 7° wordt opgeheven;
 - e) 8° wordt aangevuld met de woorden „en beursbeleggingen“;
 - f) paragraaf 7 wordt aangevuld met 9°, luidend als volgt: „9° aanwezigheidsgeld.“;
- 5° paragraaf 6 wordt opgeheven.

Art. 13. Artikel 314 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 315 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden „, de penningmeesters-financiën“ ingevoegd tussen de woorden „de penningmeesters“ en de woorden „en de ontvangers“;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: „Artikel 12, § 3, is van toepassing op de centra voor gezinsplanning.“;

3° in paragraaf 2 worden de woorden „1 maart“ vervangen door de woorden „30 juni“.

Art. 15. In Deel II, Boek IV, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 7, van hetzelfde Wetboek, worden de artikelen 316/1 tot 316/2 ingevoegd, luidend als volgt:

„Art. 316/1. § 1. De administratieve controle bestaat erin na te gaan of aan de erkenningsvoorwaarden van het centrum voor gezinsplanning is voldaan.

De financiële controle bestaat uit de controle van het gebruik van alle subsidies die verband houden met de naleving van de erkenningsvoorwaarden van het centrum voor gezinsplanning.

§ 2. De conclusies van de administratieve controle bedoeld in artikel 218/12 van het decreetgevend deel worden tegen ontvangstbewijs naar het centrum voor gezinsplanning doorgegeven binnen zeven maanden na de verzending van het jaarlijks activiteitenverslag en binnen drie maanden na het einde van de controle.

De conclusies van de administratieve controle bedoeld in artikel 218/12 van het decreetgevend deel worden tegen ontvangstbewijs naar het centrum voor gezinsplanning doorgegeven binnen tien maanden na de verzending van de recapitulatieve afrekening van de uitgaven en binnen drie maanden na het einde van de controle.

Het centrum voor gezinsplanning heeft een maand de tijd om te reageren op de conclusies van het Agentschap. Het centrum voor gezinsplanning kan voorstellen formuleren om eventuele problemen te verlichten.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 is artikel 316/2 van toepassing, wanneer de bevindingen van de controle tot intrekking van de erkenning kunnen leiden.

Art. 316/2. § 1. Wanneer het Agentschap vaststelt dat een centrum voor gezinsplanning niet langer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of zijn verplichtingen niet nakomt, stelt het dit centrum voor gezinsplanning in kennis van de vastgestelde tekortkomingen en van de termijn om hieraan te voldoen, die niet korter mag zijn dan twee maanden. Het Agentschap kan deze termijn verlengen op basis van een door het centrum voor gezinsplanning verstrekte rechtvaardiging.

§ 2. Na afloop van de termijn voor het in overeenstemming brengen, doet het Agentschap, indien de vastgestelde tekortkomingen blijven bestaan, een voorstel tot intrekking van de erkenning, waarvan het kennis geeft aan het betrokken centrum voor gezinsplanning.

Binnen een termijn van ten minste vijftien dagen vanaf de in het eerste lid bedoelde kennisgeving wordt het betrokken centrum voor gezinsplanning uitgenodigd voor een hoorzitting, teneinde zijn argumenten naar voren te brengen. Het kan zich laten bijstaan door de raadsheer van zijn keuze.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de hoorzitting wordt een proces-verbaal van verhoor waarbij elk nieuw element wordt gevoegd, opgesteld en overgemaakt aan de verhoorde dienst voor geestelijke gezondheidszorg die over vijftien dagen beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt het volledige dossier voor beslissing aan de Minister overgemaakt.“.

Art. 16. In artikel 317 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid, wordt het woord „geselecteerde“ opgeheven;

3° in het derde lid, wordt 1° vervangen als volgt: „1° de nagestreefde doelstelling“;

4° in het vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord „sturingscomité“ wordt vervangen door het woord „begeleidingscomité“;

b) 1° wordt vervangen door wat volgt: „1° zich ervan te vergewissen dat de opdrachten vervuld zijn“;

c) in 2), worden de woorden „van de overeenkomsten“ vervangen door de woorden „van de overeenkomst“;

d) in 3°, worden de woorden „goedkeuring te verlenen met het oog“ vervangen door de woorden „het activiteitenverslag en het gebruik van de subsidie goedkeuren met het oog“;

5° in het zesde lid wordt het woord „sturingscomité“ vervangen door het woord „begeleidingscomité“.

Art. 17. In artikel 318 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden een vijfde en een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De bedragen bedoeld in het eerste lid worden verhoogd met een bedrag van 40.000 euro dat overeenstemt met de enveloppe met betrekking tot de algemene coördinatiefunctie bedoeld in de artikelen 218/6, § 1, eerste lid, 2°, en 218/8 van het het decreetgevend deel. Deze enveloppe is bestemd voor salariskosten met betrekking tot de algemene coördinatiefunctie, de bonus ter bevordering van de algemene coördinatiefunctie en eventueel aan de daarmee samenhangende werkskosten.

Dit bedrag van 40.000 euro is gekoppeld aan de spilindex 128,11 van 1 december 2023, op basis van 2013 = 100. Dat bedrag wordt aangepast overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.”

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. In afwijking van artikel 299, mogen personeelsleden van een erkend centrum voor gezinsplanning die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die niet in het bezit zijn van een van de kwalificaties vermeld in artikel 299 van het Reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij dit besluit, hun functie blijven uitoefenen binnen een centrum voor gezinsplanning.

Art. 19. De artikelen 12, 2°, 16 en 17 hebben uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 20. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 30 mei 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,

Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205089]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la définition des territoires des organisations locorégionales de santé et insérant un titre I/1bis dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 49/6/7, § 2;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 11 mars 2024 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la décision de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel, donnée le 20 mars 2024;

Vu l'avis du Comité de branche « Santé » de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, de l'action et de la famille, donné le 2 avril 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 17 mai 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.516/4;

Vu la décision de la section de législation du 21 mai 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 8 avril 2024;

Considérant le projet 273 du Plan de relance de la Wallonie, intitulé « Proxisanté », et, plus particulièrement, les activités « Création de réseaux loco-régionaux »;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, de celle-ci.

Art. 2. Dans la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un Livre I^{er}/1bis, comportant l'article 12/3/1, rédigés comme suit :

“ Livre I^{er}/1bis. Dispositions communes aux acteurs et aux institutions de la première ligne d'accompagnement et de soins

TITRE I^{er}. — Organisation des territoires des organisations locorégionales de santé

Art. 12/3/1. § 1^{er}. Les territoires locorégionaux visés à l'article 49/6/7, § 1^{er}, du code décretaal, sont dénommés et composés de l'ensemble de communes ou d'agglomérations suivantes :

1° territoire 01, dénommé « Wallonie-Picarde » : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly et Tournai;